Le Bas-Canada au début du XIX^e siècle : une hypothèse

Gilles Paquet et Jean-Pierre Wallot

Volume 25, numéro 1, juin 1971

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/303040ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/303040ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Paquet, G. & Wallot, J.-P. (1971). Le Bas-Canada au début du XIX^e siècle : une hypothèse. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 25(1), 39–61.
<https://doi.org/10.7202/303040ar>

LE BAS-CANADA AU DÉBUT DU XIX^e SIÈCLE : UNE HYPOTHÈSE *

GILLES PAQUET
(Carleton University)

JEAN-PIERRE WALLOT
(University of Toronto)

I. INTRODUCTION

Durant le dernier quart du XVIII^e siècle et le premier du XIX^e, une série de mouvements importants ont bouleversé tous les réseaux de relations économiques, sociales, politiques et idéologiques qui structuraient le monde atlantique. Transformations démographiques, innovations techniques, développement du commerce, essor de l'industrie et du capitalisme, évolution et circulation des idées, telles furent les voies qu'empruntèrent ces révolutions qui sculptèrent même un nouveau relief politique et social dans plusieurs pays.

Nous tenterons d'esquisser ici une spectrographie de l'expérience canadienne au milieu de ces courants et marées atlantiques. Le Canada colonisé de 1763, celui que la France cède à l'Angleterre, est un fragment du Nord-Est de l'Amérique du Nord. Sur lui pèse la lourde hypothèque d'une géographie contraignante: climat rigoureux, vaste territoire dont un dixième seulement est cultivable.¹ A la cession, une communauté de quelque 65 à 70,000 habitants, dont le quart vit dans les villes, partage son activité entre le commerce des fourrures et l'agriculture de subsistance. En 1790, la colonie comptera 165,000 habitants; en 1815, plus de 300,000. Cette explosion démographique illustre à peine la différenciation très nette entre l'éco-

* Ce texte est un synopsis d'une communication présentée au V^e Congrès international d'histoire économique, à Léninegrad, en août 1970. Il s'agit d'une brève synthèse qui indique l'orientation méthodologique et le sens de nos travaux en histoire économique du Bas-Canada au tournant du XIX^e siècle. Nous voudrions exprimer notre gratitude à nos assistants de recherche (H. Berndt, F. Faribault, J. McCraw, D. Moisan, H. Paré et R. Wallot) et remercier le Conseil des Arts du Canada, le Centre de recherche en histoire économique du Canada français, le Musée de l'Homme du Canada, les universités Carleton (Ottawa) et de Toronto pour leur appui financier.

¹ M. Séguin, *La nation "canadienne" et l'agriculture (1760-1850)* (Trois-Rivières, 1970), 45.

nomie de cueillette et la société colonisée de 1765, d'une part, et l'économie plus évoluée et la société diversifiée de 1815, d'autre part.

Sur le plan économique, le Canada mûrit. En 1765, la traite des fourrures et une agriculture largement de subsistance épuisent à toutes fins utiles le paysage économique. Mais tout au long de la période, le secteur agricole se commercialise. Son ascension atteint un sommet, en 1802, pour se situer ensuite, vers 1810, aux environs de 15 % des exportations canadiennes. Plus dramatique s'avère la substitution du grand commerce du bois, surtout à compter de 1807, au commerce des fourrures. En 1765, celles-ci constituent les $\frac{3}{4}$ des exportations canadiennes; en 1790, elles n'en forment plus que la moitié; en 1810, à peine 10 %. Au contraire, en 1810, les $\frac{3}{4}$ des exportations canadiennes consistent en produits forestiers.²

Le remplacement du commerce des fourrures par celui du bois joue un rôle crucial dans le démarrage de l'économie canadienne. Les fourrures n'entraînent que de faibles effets en aval et en amont. L'exploitation du bois, au contraire, bien que stimulée artificiellement par le contexte international, engendre, après 1807 en particulier, une série de réactions en chaîne, tant en aval qu'en amont. Elle contribue à doter enfin le Canada d'une vie économique plus complexe. Son expansion définit même les circonstances géographiques du développement canadien jusque dans les années 1840 au moins. De plus, avec le bois surgit le premier groupe de petits entrepreneurs canadiens et de nouvelles industries.³

Sur le plan politique, 70,000 Canadiens (francophones) et quelques centaines de marchands britanniques habitent le Canada de 1765. La Révolution américaine, l'accession des Treize à l'indépendance, en 1783, et l'arrivée de milliers de Loyalistes à l'Ouest de la colonie, modifient radicalement la situation. De colonie froide d'importance secondaire dans le premier Empire britannique, le Canada se retrouve la principale colonie du lambeau d'Empire qui reste à l'Angleterre en Amérique du Nord. Ce renversement dramatique dans la valence politique et économique de la colonie et les rêves grandioses de colonisateurs en Angleterre et au Canada (bâtir un second empire britannique

² F. Ouellet, *Histoire économique et sociale du Québec 1760-1850* (Montréal, 1966), 37.

³ A. R. M. Lower, "The Trade in Square Timber", *University of Toronto Economic Studies*, 6 (1933) : 40-61.

loyaliste plus prospère que le premier) expliquent en grande partie la constitution que l'Angleterre lui accorde en 1791 : constitution qui s'inspire à la fois d'impératifs impériaux (division des colonies pour mieux affermir le contrôle métropolitain, rouages gouvernementaux à principes aristocratiques, etc.) et locaux (certains compromis, v.g. la séparation du Canada en Haut et Bas-Canada pour satisfaire les Loyalistes anglophones et les Canadiens). Si l'Angleterre entend maintenir le plus longtemps possible la subordination de ses colonies, c'est surtout au niveau local que se multiplient les confrontations au début du XIX^e siècle entre un Exécutif intransigeant, appuyé discrètement par Londres, et une Assemblée qui affirme déjà ses droits et sa volonté d'autonomie interne.

Sur le plan social, la colonie dominée par la bureaucratie anglaise, ses alliés locaux, la petite noblesse seigneuriale, et les marchands britanniques, en 1765, se mue en une réalité autrement plus complexe entre 1765 et 1812. Les mouvements d'idées qui ont balayé l'Europe et les Amériques ont rejailli jusque sur le Canada. Les actions collectives de "clubs" divers, la montée des professions libérales, un début d'industrialisation et de prolétarianisation, la croissance de certains pôles urbains, autant de facteurs qui infléchissent les structures sociales et mentales.

Nos travaux antérieurs nous ont révélé que le démarrage de cette transformation exponentielle de l'économie canadienne s'est produit entre 1791 et 1812. C'est donc par la désagrégation du processus et par l'examen des composantes du changement durant cette période que nous pourrions discerner le degré de modernisation des structures de l'économie au tournant du XIX^e siècle et le sens des restructurations qu'on y enregistre.

II. RESTRUCTURATION ET MODERNISATION DES STRUCTURES

Nous dirons avec Mauro que "les systèmes se définissent par une certaine imbrication des structures et les structures par un certain nombre de mécanismes types".⁴ Voilà qui pourra surprendre. En effet, la notion usuelle de structure réfère aux relations et proportions caractéristiques d'un ensemble ; et les changements structuraux correspondent dans cette optique à des modifications dans ces relations et proportions. C'est là,

⁴ F. Mauro, "Théorie économique et histoire économique", *Cahiers de l'ISEA*, 79 (1959) : 46.

nous semble-t-il, simplifier beaucoup trop. Derrière ces proportions et au cœur de ces relations entre parties à l'intérieur d'un ensemble, il faut chercher le mécanisme qui les engendre. Il faut donc les renvoyer à une série de modèles précis pour en extraire le sens.

Quand nous parlons du système économique et social du Canada, nous référons à une série de relations et proportions entre les parties d'un tout que nous nommons Canada. La structure de ce système dépend, d'une part, du découpage des phénomènes en segments et, d'autre part, des relations entre ces parties. A partir d'un découpage donné des phénomènes, il nous faut cependant distinguer deux formes de changements : les changements de relations dans l'hypothèse d'un découpage donné en parties fixées, d'une part, et les transformations qui impliquent non seulement un réaménagement des rapports entre les parties mais aussi un découpage social, politique ou économique nouveau. Nous retiendrons le mot *restructuration* pour désigner les réaménagements qui laissent le découpage intact et l'expression *modernisation des structures* pour désigner un changement qui implique un réaménagement des relations et du découpage des phénomènes.

Jusqu'ici, les travaux de l'historiographie traditionnelle canadienne ont insisté sur les restructurations sans souvent reconnaître le procès de modernisation des structures dont on détecte pourtant clairement l'amorce au tournant du XIX^e siècle. Non que l'élan se poursuive sans encombre par la suite. De fait, l'histoire du Canada jusqu'en 1840, c'est à bien des points de vue le déroulement de ce conflit entre le marché conquérant et des valeurs qui s'y opposent. Or voilà justement le nœud de la question : malgré les obstacles, le marché trace un sentier profond au cœur de la vie canadienne. La direction du mouvement est lancée et il reste à chercher au long du siècle certaines évidences que l'hypothèse est recevable.

C'est entre 1790 et 1810 qu'émerge clairement et que s'impose le marché. Dans les mots d'Adam Smith, ce que la violence des institutions féodales n'aurait jamais pu mettre en œuvre, "the silent and insensible operation of foreign commerce and manufactures gradually brought about".⁵ En 1810, la population est bien campée : une nouvelle génération de petits entrepreneurs essaime dans les Canadas ; les habitants enregistrent les si-

⁵ H. A. Innis, "The Penetrative Powers of the Price System", in *Essays in Canadian Economic History* (Toronto, 1956), 254.

gnaux du marché et montrent une nette habileté à restructurer leur production, voire ils spéculent. En un mot, la production devient mercantile. De nouveaux groupes sociaux émergent (industriels, professionnels, début de prolétarianisation dans les villes). La dichotomie économie-société s'accomplit : c'est la corporation dont les formes embryonnaires apparaissent au tournant du XIX^e siècle au Canada,⁶ c'est la mise en place des prérequis pour l'élaboration d'un système financier et bancaire. Le marché a commencé à s'approprier enfin la terre et, plus tard, le travail : "... to include them in the market mechanism means to subordinate the substance of society itself to the laws of the market."⁷ A notre avis, l'intégration économique des Canadas en 1840 et l'incorporation de toutes les provinces en une unité économique en 1867 sont les étapes d'un processus d'imbrication économique qui se déclenche vers 1790.

Parce que ces mouvements plus lents et moins perceptibles ne se décalquent pas aussi sûrement dans des séries quantitatives, on a souvent préféré des vues non dialectiques (partielles, statiques, etc.). Par exemple, on a prétendu que la période 1815-1850 en était une de crise parce que, selon certains indicateurs de prix, l'agriculture y a éprouvé des difficultés. Il s'agit là d'un procédé simpliste. On y retrouve les effets du syndrome Labrousse⁸. Nous penchons pour notre part vers l'interprétation Mauro-North⁹ qui veut que dans les économies d'après 1500, l'économie commerciale exerce une action asymétrique et irréversible sur le secteur traditionnel.

Nous voudrions vérifier notre hypothèse à l'aide d'un modèle à trois secteurs : économie internationale, économie domestique privée et économie publique. Ce découpage d'une économie concrète entend cerner trois ensembles de mécanismes économiques justiciables d'analyses un peu différentes. Le premier secteur isole les relations externes du système canadien avec les autres pays. Il s'agit d'étudier le système de signalisation et

⁶ G. F. McGuigan, "Administration of Land Policy and the Growth of Corporate Economic Organization in Lower Canada, 1791-1809", *The Canadian Historical Association Report* (1963).

⁷ K. Polanyi, *The Great Transformation* (Boston, 1957), 71.

⁸ Ce syndrome reconnaît une primauté à l'économie de production et de subsistance sur l'économie de circulation et d'échange.

⁹ F. Mauro, "Théorie économique et histoire économique", *Cahiers de l'ISEA*, 179 (1959) : 57; — D. C. North, *The Economic Growth in the United States 1790-1860* (New York, 1961), ch. 1; — D. C. North, et R. P. Thomas, "An Economic Theory of the Growth of the Western World", *The Economic History Review*, 2^e série, 23, 1 (avril 1970).

le réseau de communication (informations et biens) qui lient le Canada au reste du monde. Le second secteur extrait de l'économie concrète fermée une grille de segments dont l'importance relative et le rythme de vie économique suivent des pulsations diverses. Le troisième secteur sonde les mécanismes économiques hors-marché qui habitent la société canadienne. Depuis le gouvernement militaire des années 1760 jusqu'à l'Etat défini en termes de services publics qui point dans les années 1800, l'écart est considérable. Ce sont la montée de cet Etat nouveau à l'intérieur de la constitution de 1791 et l'étude de son fonctionnement à incidences différenciées par rapport aux divers secteurs et groupes qui vont nous occuper ici. Voilà qui devrait nous aider à mieux saisir le processus de modernisation dont nous avons parlé plus haut.

III. L'ÉCONOMIE CANADIENNE ET SES CIRCONSTANCES INTERNATIONALES

On peut jauger l'activité économique internationale du Bas-Canada et sa restructuration à l'aide d'un indicateur grossier : le tonnage des exportations à partir du port de Québec.¹⁰ De 1793 à 1800, ce tonnage oscille autour de 17,000 tonnes; de 1801 à 1806, il se hisse jusqu'aux environs de 30,000 tonnes; il va ensuite doubler entre 1806 et 1808, puis doubler à nouveau de 1808 à 1810.¹¹ En valeur, les exportations canadiennes sont passées de £120,000 st.,¹² en 1763, à £300,000 en 1793, puis à £1,220,963 en 1810. Cette montée du volume du trafic portuaire traduit un double mouvement d'expansion et de restructuration, le dernier étant à la source du premier.

Les deux premières étapes s'articulent sur l'agriculture et le commerce des fourrures — avec un modeste départ pour le bois à compter de 1801-1802. Quant à la troisième étape, il s'agit d'un phénomène explosif attribuable à la montée verti-

¹⁰ G. Paquet et J.-P. Wallot, "Aperçu sur le commerce international et les prix domestiques dans le Bas-Canada (1793-1812)", *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 21 (décembre 1967): 451.

¹¹ G. Paquet et J.-P. Wallot, "Lower Canada, 1792-1812: Elements for a Quantitative Study", *Canadian Conference on Statistics* (juin 1967), graphique 2 (miméographié).

¹² Equivalences: £1 cours d'Angleterre ou sterling = 20 shillings, 1 shilling = 12 pences. £9 "st." = £10 cours d'Halifax ou "courant" ("c."). 9 livres françaises tournois = 10 livres françaises de 20 sols (l'équivalent "c" de la monnaie française au Canada). 1 shilling c. = 1 livre 4 sols c. ou 24 livres de 20 sols = £1 c.

gineuse du commerce du bois.¹³ Les guerres européennes, l'efficacité croissante du blocus continental, même dans la Baltique, l'embargo des États-Unis sur les exportations à partir de leur territoire et les besoins urgents de la marine anglaise, ont enclenché et accéléré ce bond subit dans la demande du bois canadien. Certains ont vu là une source artificielle de développement économique pour la colonie.^{13a} Mais ce qui importe, c'est que le commerce du bois continuera de croître après les guerres napoléoniennes et demeurera la base du trafic extérieur du Canada jusqu'au milieu du XIX^e siècle.

Les exportations du Bas-Canada sont donc dominées par quelques produits assez facilement repérables. Cette concentration des exportations dans certains secteurs précis ne sera pas sans conséquence pour la structure interne de l'économie : quand la structure des exportations s'altère de façon dramatique sous la pression de la demande internationale, l'économie devra s'ajuster et se transformer — passant d'une structure définie par les impératifs d'un produit clé à une autre réclamée par les nouveaux produits.

La notion de bien clé est difficile à cerner. Les travaux de François Perroux ont montré que les liaisons entre secteurs et industries ne se nouent pas seulement par les prix, mais aussi par les flux (débits des achats et ventes) et toute une série d'effets externes.¹⁴ North, pour sa part, pose clairement que c'est dans l'enchevêtrement des ressources naturelles, des caractéristiques du secteur clé, des changements qu'ils entraînent dans les techniques et les coûts de transport, qu'il faut chercher la dynamique des transformations structurelles d'une économie.¹⁵ Le secret d'une transformation réussie (i.e. d'une économie à succès) résiderait dans la capacité pour une stimulation externe de donner lieu à une expansion non seulement du secteur des exportations du bien clé, mais encore à une expansion de la base des exportations, à une croissance du marché domestique (internalisation des stimuli) et à la modernisation des techniques sociales qui

¹³ G. Paquet et J.-P. Wallot, "Aperçu sur le commerce international et les prix domestiques dans le Bas-Canada (1793-1812)", RHAF, 21 (décembre 1967) : 450-457.

^{13a} D. G. Creighton, *The Commercial Empire of the St. Lawrence* (New Haven, 1937).

¹⁴ F. Perroux, "Note sur la notion de pôle de croissance", *Economie appliquée*, 8, 1-2 (1955).

¹⁵ D. C. North, *The Economic Growth in the United States 1790-1860* (New York, 1961), chap. I.

permettent un nouveau cycle d'expansion selon des avenues différenciées.

Au Canada, le pouvoir de polarisation du bois va se révéler autrement plus fort que celui des fourrures et du blé. La courbe des exportations illustre la montée en flèche de l'importance du bois dans les exportations. En 1810, il compte pour environ 75% des exportations et occupe 500 navires sur les quelque 650 qui quittent le port de Québec. Cet essor foudroyant a changé radicalement la structure économique du pays et déclenché une série d'adaptations en toutes directions qui vont laisser l'économie canadienne fondamentalement transformée à l'aube de la guerre de 1812.

On peut percevoir au moins une dimension importante où ce réaménagement est visible: la technologie du trafic maritime lui-même. Si l'on compare le tonnage moyen des navires entrant dans le port de Québec, entre 1793 et 1800, à celui de la période 1804-10, on note une augmentation de quelque 25%. Outre cet accroissement dans la dimension des navires, la productivité des transports augmente elle aussi: pour les mêmes périodes, le tonnage par matelot croît de quelque 14%. De fait, la composition de la flotte qui visite Québec se modifie de façon dramatique. Entre 1804 et 1810, le pourcentage des navires de plus de 250 tonnes passe de 12 à plus de 30%, tandis qu'en tonnage, les pourcentages sautent de 23 à plus de 50%.

Nous avons démontré dans un mémoire antérieur que l'augmentation dans la dimension moyenne des navires est liée à l'importance accrue du commerce du bois. Nous avons ainsi vérifié l'hypothèse avancée par Innis, à savoir que la montée de ce commerce avait créé des problèmes de capacité excédentaire (lest) en relation très étroite avec la dimension des navires.¹⁶

Par-delà la simple substitution de pôles de croissance et les transformations dans les transports maritimes, il y a modernisation de la technologie sociale. Au cours des années 1790-1810, après avoir longtemps fonctionné à un régime de trafic international plutôt modéré et relativement stable, le Canada s'insère pleinement dans le réseau houleux de la signalisation du marché international. D'abord, les prix et les informations pertinentes

¹⁶ G. Paquet et J.-P. Wallot, "Aperçu sur le commerce international et les prix domestiques dans le Bas-Canada (1793-1812)", *RHAF*, 21 (décembre 1967): 452.

à une estimation de la demande extérieure rejoignent les producteurs canadiens, avec tous les délais, risques et fluctuations que peuvent comporter les communications maritimes du début du XIX^e siècle. Ensuite, ce réseau de communications à la fois multinational et de plus en plus complexe et précis, est internalisé par les producteurs canadiens : ceux-ci ajustent leur production et leurs expéditions à ces indicateurs. L'impact de cette invasion par le marché international conduit à une modernisation importante de l'outillage économique des Canadiens au cours de la période. Vers 1800-1810, les fermiers se rendent compte que leur prospérité dépend dans une large mesure des circonstances internationales. Le réseau de signalisation qui orchestre les réorganisations s'affine tout au long de la période. Tant et si bien qu'en 1810, on peut parler du Canada comme participant à la ronde de la concurrence internationale pour le meilleur et pour le pire. Dans les mots de Polanyi : "A chain-reaction was started — what before was merely isolated markets was transmuted into a self-regulating system of markets. And with the new economy, a new society sprang into being."¹⁷

En fin de période, le marché et les signaux sont omniprésents dans les différentes sphères d'activité économique du Bas-Canada. Des impératifs militaires et internationaux élargiront et maintiendront une demande élevée pour le bois canadien, mais non pour le blé et les fourrures. C'est ce qui explique en partie la domination de ce bien clé sur l'économie canadienne après 1807. La concurrence et les coûts font déchoir la traite *via* Montréal dans les années 1800 et l'éliminent en 1821. Les produits agricoles, pour leur part, souffrent durant cette période de restructuration, de la grande incertitude des marchés extérieurs, après la percée du tournant du siècle. Voilà pourquoi, dans la colonie, on redoute la fin du protectionnisme en ce qui a trait au bois et on se plaint de l'absence d'un marché stable pour l'encouragement des agriculteurs et des exportateurs.

IV. LE SECTEUR DOMESTIQUE

Outre les circonstances internationales, l'économie canadienne comporte une dynamique interne qui prend sa source dans la nature des biens clés. Pour étudier les effets du bien clé sur l'économie, on a utilisé surtout au Canada le modèle d'Innis. Celui-ci découpe l'économie en deux secteurs, le *staple* et le reste

¹⁷ K. Polanyi, "Our Obsolete Market Mentality" in *Primitive, Archaic and Modern Economies* (New York, 1968), 61.

de l'économie, et postule une domination et des effets asymétriques depuis le *staple* vers le reste de l'économie. Par-delà les effets de prix et de flux (en aval et en amont) entre secteurs, nous voulons rejoindre ces effets latéraux et externes dont l'importance a été trop souvent négligée dans les études du processus de dynamisation.¹⁸ Dans ce contexte, on peut repérer plus facilement le double processus de restructuration et de modernisation. En effet, il s'agit de retracer non seulement les changements de proportions et de relations entre secteurs, mais aussi de dépister les effets latéraux et externes de ces nouveaux pôles de croissance à mesure qu'ils émergent. Si une économie réussit, c'est que le processus de restructuration a déclenché un agrandissement de la matrice du développement.¹⁹

Au moment de poser quelques jalons sur la nature des relations asymétriques entre le secteur du bois, animé de l'extérieur, et les autres segments de l'économie canadienne, on peut découper trois ensembles de secteurs: 1. ceux qui n'ont que des relations de lointain voisinage avec le commerce du bois et qui, à la limite, lui disputent les facteurs de production; 2. ceux qui lui sont fortement liés en aval ou en amont; 3. enfin, le secteur agricole qui, complémentaire au commerce du bois en un certain sens, est cependant dynamisé par lui d'une façon différente.

1. Sans parler de compartimentation étanche, le commerce des fourrures et les pêcheries n'ont que des liens bien ténus

¹⁸ W. W. Rostow, "Leading Sectors and the Take-Off", in W. W. Rostow, ed., *The Economics of Take-Off Into Sustained Growth* (London, 1963).

¹⁹ Pour une revue critique des mécanismes impliqués dans cette discussion, voir W. W. Rostow, "Leading Sectors and the Take-Off", in W. W. Rostow, ed., *The Economics of Take-Off Into Sustained Growth* (London, 1963). Ici nous simplifions évidemment le processus complexe du développement. Mais, en résumé, nous posons un découpage de la réalité concrète qui fait une place à un secteur ou à des secteurs clés qui ont des effets asymétriques sur la réalité. Le processus de développement va s'expliciter en un passage depuis certains biens clés à effet de développement limité à cause des faibles impacts des prix, flux, informations, etc., i.e. à cause d'effets d'entraînement faibles, jusqu'à d'autres biens clés à effet de développement important. Une économie simple peut donc se restructurer dans des sens divers dont certains influencent plus ou moins l'expansion de la matrice de développement. Dans le cas du bois, loin de se solder par un changement des proportions entre secteurs, la montée des exportations de bois a déchaîné des forces expansionnistes fort importantes qui vont renforcer les effets d'entraînement intramatriciels (à l'intérieur de la vieille matrice des secteurs de développement existants) et élargir le terrain des opérations, i.e. la matrice de développement par la création de nouveaux secteurs.

avec les nouveaux commerces et l'agriculture. Tout au plus peut-on parler de coexistence pacifique sinon hostile. Durant la période qui nous intéresse, le commerce des fourrures par le Bas-Canada perd du terrain rapidement pour disparaître vers 1808-1810, dans le Sud-Ouest, et en 1821, dans le Nord-Ouest. Les pêcheries, secondaires dans la colonie, souffrent pour leur part de stagnation, sauf pour un essor modéré à la suite de l'embargo américain, en 1808 et 1809. A côté des fourrures et

Ainsi le passage d'une économie à deux secteurs, avec effet de domination de A sur B, à une économie ABCD à structure plus complexe, constitue un élément de ce que nous avons appelé modernisation ou que d'autres nommeraient peut-être maturation.

	A	B
A	x	
B	x	x

I

matrice de développement
triangulaire à deux secteurs

	A	B	C	D
A	x			
B	x	x		
C	x	x	x	
D	x	x	x	x

II

matrice de développement
triangulaire à quatre secteurs

Pour simplifier ici, nous avons retenu une seule forme de structure (la forme triangulaire). Celle-ci postule un secteur clé qui dépend seulement de la demande extérieure et de ses caractéristiques propres. C'est le cas du bien A. L'autre secteur, dans la matrice de gauche, dépend de lui-même et de A. Dans le cadre à quatre secteurs, A dépend de lui-même seulement, B dépend de A et de lui-même, alors que D relève de lui-même mais aussi de A, B et C. L'effet asymétrique de A s'exerce à travers trois étapes et son influence sur D joue à la fois directement et indirectement *via* B et C. L'expansion de la matrice dépend évidemment très souvent de la nature de la restructuration et des effets latéraux et externes qu'elle engendre. Mais on ne peut négliger non plus l'action par les prix et les flux. "These lateral effects — symbolized by the acceleration in urbanization during take-off — expended the proportion of modern folk in the total population and strenghtened modern attitudes toward the production process far beyond the narrow impact of the new activity itself and the inputs it directly induced." (W. Leontief, "The Structure of Development", *Scientific American* (septembre 1963) : 6.)

des pêcheries se développe un petit secteur industriel lié à la consommation intérieure et aux exportations, mais largement indépendant du bois ou de l'agriculture (forges du Saint-Maurice, forges de Batiscan, fabrication de chandelles, de savon, de chapeaux, etc.).

2. Un second ensemble de secteurs participe directement à la frénésie amorcée par la montée du bois. Ainsi la construction navale constitue l'un des importants effets en aval du commerce du bois, la demande pour des voies de communication plus adéquates, un des effets en amont. Les pressions du démarrage économique influent sur la construction navale, dans le Bas-Canada, singulièrement de 1808 à 1812. Quatre constructeurs se trouvent à Québec, où ils investissent £15,000 c. par année avant 1805, un à Montréal. Avant 1806-1808, ils lancent de six à huit navires par année, variant entre 200 et 500 tonnes chacun, au coût de £10 la tonne. Par la suite, le nombre de nouveaux navires grimpe jusqu'à 37 en 1811. L'avantage de cette industrie est de fournir du travail en toutes saisons.

Alors que le volume du commerce d'exportation et d'importation des deux Canadas grossit considérablement, les voies d'acheminement des produits canadiens, particulièrement entre le lac Ontario et Montréal, demeurent sensiblement les mêmes qu'à la fin du régime français et de la Révolution américaine. Les marchands de Montréal et du Haut-Canada, sous la contrainte de l'expansion du commerce, ont accru les dimensions de leurs bateaux qui naviguent entre Montréal et Kingston. Les écluses existantes, généralement en mauvaise condition, auraient besoin d'être élargies et creusées davantage pour accommoder des navires plus gros. Mais les péages ne rapportent que £600 par année. Or il faudrait déboursier £6,000 c. pour simplement retaper et améliorer les facilités existantes. Aussi, sauf peut-être dans le Haut-Canada, la nécessité des canaux n'apparaît-elle pas encore aussi impérieuse que dans les années 1810 et 1820. Le coût semble astronomique. Ni le gouvernement militaire, ni la législature bas-canadienne ne songent à se lancer dans un programme d'envergure: avant 1810, seul le gouvernement impérial pourrait absorber de tels investissements. D'autre part, à cause de la lenteur des navires à remonter le fleuve (nécessité d'attendre un vent favorable, etc.), le premier bateau à vapeur y fait son apparition en 1809. D'autres suivront bientôt. En ce qui a trait aux principales routes terrestres, elles sont mauvaises et insuffisantes.

3. Enfin, il faut isoler le secteur agricole qui vit en marge du secteur clé, bien qu'il lui soit lié cependant par une série de ces effets d'entraînement indirects (par exemple, la potasse), latéraux et externes dont il a été question plus haut. D'abord, il faut noter l'effet des flux. L'explosion du commerce du bois suscite une prospérité et des revenus additionnels qui, à leur tour, activent la demande locale de produits agricoles. Ensuite, le bois concurrence l'agriculture en lui soutirant son personnel : en effet, la rentabilité de ce secteur et la montée rapide de ceux qui lui sont reliés, créent une demande de main-d'œuvre qui ne saurait être satisfaite qu'à partir du secteur agricole. Enfin, la pénétration du marché sensibilise le secteur agricole aux signaux du système des prix et modernise jusqu'aux structures mentales de tout un segment de la population rurale. Si l'on a pu soutenir que les habitants sont devenus conscients de leur dépendance vis-à-vis la conjoncture internationale, que dire de leur conscience exhaussée des impératifs d'un marché local considérablement grossi?

A une notion simple de "crise agricole" et de défaillance de la production que certains ont utilisée pour caractériser cette période,²⁰ nous préférons une vision plus complexe des facteurs imbriqués dans ce jeu d'inter-crétions. Il y a dynamisation par les flux. La montée du bois, l'excroissance de marchés locaux diversifiés, le gonflement de la main-d'œuvre autour de certains pôles urbains, les mouvements erratiques des marchés internationaux de même que la pénétration du marché en général jusque dans la conscience populaire, les différences régionales, autant de facteurs qui s'enclenchent et se répercutent sur la production agricole traditionnelle (et naturellement, sur les prix). Si le secteur agricole réagit bien dans certains domaines (par exemple, substitution de la culture du foin ou de l'orge à celle du blé, etc.), il subit aussi certains effets négatifs, particulièrement au chapitre des facteurs de production que lui dispute le bois. Par exemple, le chanvre ne peut réussir, entre autres raisons, à cause de la concurrence pour la main-d'œuvre entre le secteur agricole et le bois. On tend à délaisser la culture du blé en certains endroits. Plus encore, on néglige l'agriculture comme telle : "Since the immense increase of commerce in this province, écrit un contemporain, agriculture has been much neglected..." Un bûcheron ou un draveur n'a pas toujours le temps de revenir travailler la terre au bon moment. En outre,

²⁰ J. Hamelin et F. Ouellet, "La crise agricole dans le Bas-Canada 1802-1837", *Études rurales* (octobre-décembre 1962).

la saison la plus active pour la préparation du bois et le chargement va de mai à octobre — la saison de la culture.

La montée du bois a donc eu des effets dramatiques sur chacun des trois secteurs. Plus que de simples restructurations, c'est nettement une modernisation qui s'est fait jour : chute des commerces de cueillette, embryon de structure industrielle, dynamisation de l'agriculture. De sorte qu'en fin de période, tant à Québec qu'à Montréal, on célèbre la prospérité nouvelle.

Cependant, il ne suffit pas de jauger les effets de restructuration et de modernisation du commerce du bois sur les secteurs et les régions. Derrière ceux-ci, il faut chercher des indicateurs qui rejoignent le bien-être des hommes. Or notre hypothèse affirme que ces restructuration et modernisation se sont traduites par des hausses significatives du niveau de vie des divers groupes sociaux. Pour mesurer plus précisément le mieux-être, nous avons tenté une évaluation des revenus des agriculteurs, des travailleurs urbains, des fonctionnaires et des nouvelles classes (professions libérales).

Les travaux les plus importants sur les mouvements de prix au Canada avant 1850 (ceux de J. Hamelin et de F. Ouellet) utilisent les rapports occasionnels des journaux et les livres de comptes de quelques communautés religieuses. Toutefois, leurs séries chronologiques de prix pour les principaux produits agricoles sont loin d'être satisfaisantes, de l'avis même des auteurs, à cause du caractère sporadique des données qu'ils ont repérées, du danger à utiliser les "prix aux livres" et du manque de données pour un vaste éventail de produits.

Nos recherches nous ont permis de mettre à jour une série mensuelle de prix officiels sur le marché de Québec, à compter de 1805, pour plus de 70 produits agricoles et non agricoles, puis de construire un indice du coût de la vie et un indice grossier des revenus des agriculteurs. Ces données cernent bien la montée accentuée des prix durant toute la période. Il est intéressant de voir que la restructuration et la modernisation semblent marquer plus fortement la région de Québec. Celle de Montréal, tout en suivant le mouvement général, emprunte un sentier moins abrupt et moins cahoteux. En fait, nos études ultérieures révéleront peut-être que, contrairement à ce que l'on croit généralement, c'est le district de Québec qui a le plus progressé durant la période. Celui de Montréal, plus peuplé et plus agricole, en une période de stagnation relative du marché extérieur (après 1802), pourrait bien absorber les changements

sans éprouver de bouleversement majeur et subit. D'autant plus que le gros de la construction navale, de la préparation du bois, de l'érection de bâtiments et de fortifications a lieu à Québec. Par ailleurs, le commerce de transit à Montréal (en provenance des Etats-Unis et du Haut-Canada) pourrait quand même connaître une hausse importante sans que s'en trouvent transformées les fonctions de production dans le large bassin agricole environnant. Il ne s'agit là, cependant, que d'une sous-hypothèse hasardeuse qui reste à vérifier.

Un indice du niveau de vie dans le secteur agricole de la région de Québec, obtenu en dégonflant un indice du revenu des agriculteurs dérivé des prix agricoles de certains produits de la ferme par un indice des prix à la consommation, montre bien la cassure en 1807. Nous ne capturons que le secteur agricole orienté vers le marché : mais justement, on a vu comment le marché a pénétré même la mentalité des habitants. Tout en reconnaissant la difficulté d'estimer les revenus d'agriculteurs qui, à bien des points de vue, se suffisent largement à eux-mêmes, on peut dire qu'ils semblent se tirer d'affaire beaucoup mieux que l'historiographie l'a laissé entendre. En fait, rien ici ne laisse voir une détérioration de leur position. Au contraire.

Du côté de la main-d'œuvre urbaine à Québec, on note une montée fantastique des salaires, donc des revenus des travailleurs urbains. Dans une certaine mesure, on retrouve parmi eux bon nombre d'agriculteurs. L'effet de démarrage transparaît d'autant mieux qu'on peut comparer avec le comportement de salaires similaires aux Etats-Unis. La rareté de la main-d'œuvre revient comme un leitmotiv dans la correspondance et les journaux. S'il faut encore affiner nos analyses et élargir l'éventail de métiers, particulièrement dans les années d'expansion foudroyante (1803-1812), nous pouvons déjà soutenir que ces salaires doublent en quelques années, alors que ceux des fonctionnaires, comme il fallait s'y attendre, croissent beaucoup plus lentement. On comprend que s'installe un certain désintéressement de l'agriculture comme unique source de subsistance et que l'on tende à une diversification croissante des activités avec l'apparition des nouveaux secteurs.

Pour ce qui est des revenus des nouvelles classes professionnelles, nous avons présenté ailleurs certains estimés qui confirment qu'elles réussissent fort bien.²¹

²¹ G. Paquet et J.-P. Wallot, "La liste civile du Bas-Canada (1794-1812) : un essai d'économie historique", RHAF, 23 et 24 (septembre et décembre 1969, juin et décembre 1970).

En outre, au cours de ces deux décennies du tournant du XIX^e siècle, surgissent des institutions neuves qui viennent, pour ainsi dire, cristalliser ces relations et rapports nouveaux à l'intérieur des secteurs et entre eux. L'accroissement de la dimension du marché, l'explosion démographique et l'augmentation du commerce ont constitué des facteurs importants qui ont rendu tout à coup profitables des arrangements institutionnels différents.²² Par exemple, la perspective d'économies d'échelle et de dimension, et celle d'une réduction des coûts de transaction ont activé l'intérêt pour la création d'instruments corporatifs et d'institutions bancaires. Dans le Bas-Canada, on peut considérer les conflits autour de la répartition des terres et l'organisation de la colonisation dans les cantons comme une forme primitive de corporation.²³ En outre, hormis pour la timide tentative de 1793, les marchands du Bas-Canada poussent sérieusement un projet de banque à partir de 1807.

Ainsi, le secteur domestique, découpé de multiples façons en segments plus ou moins liés, s'est donc restructuré sous l'effet des chocs provenant du commerce extérieur. Les divers groupes s'en trouvent mieux et tant les mentalités que les institutions en sont sorties métamorphosées.

V. LE SECTEUR PUBLIC

L'appareil gouvernemental constitue une technologie sociale dont se dote une société, afin d'exécuter certaines tâches collectives : tâches que ne sauraient mener à bonne fin les individus pris isolément et laissés à eux-mêmes. Pour fonctionner, l'Etat a besoin de ressources qu'il doit tirer de quelque part. Par ailleurs, ses activités auront un impact et une incidence différenciée sur les différents secteurs et les différents segments de l'économie et de la société. L'Etat élabore sa stratégie de taxation et de dépenses sous la pression de définisseurs de situation, qui essaient d'infléchir son action dans le sens de leur mieux-être.

Les documents fondamentaux pour l'étude du secteur public sont les comptes publics. On y retrouve en résumé les fonctions

²² D. C. North et R. P. Thomas, "An Economic Theory of the Growth of the Western World", *The Economic History Review*, 2^e série, 23, 1 (avril 1970).

²³ G. F. McGuigan, "Administration of Land Policy and the Growth of Corporate Economic Organization in Lower Canada, 1791-1809", *The Canadian Historical Association Report* (1963) : 106ss.

prises en charge par l'Etat, un relevé de l'importance de chacune en terme des ressources qu'elle accapare, et la structure des revenus gouvernementaux. Il en émane une explicitation de la solution institutionnelle et financière arrêtée par l'Etat face aux desiderata de la population et aux contraintes technologiques et idéologiques qui délimitent le monde de ses possibles.

Le gouvernement du Bas-Canada entre 1791 et 1812 se subdivise en deux composantes : le gouvernement civil et le gouvernement militaire. Le premier fonctionne plus ou moins selon le schème esquissé plus haut : il collecte des taxes et dépense pour satisfaire certains besoins collectifs. Pour ce qui est du gouvernement militaire, il s'occupe *de jure* de fournir à la population un bien collectif : la défense. Comme le Bas-Canada fait partie de l'Empire, cette fonction est financée directement par le gouvernement britannique. Cependant, les dépenses encourues à cette fin (paie des soldats, construction de fortifications, fournitures, etc.) se répercutent fortement sur le fonctionnement de l'économie domestique du Bas-Canada. Elles passent d'ailleurs de £150,000 c. vers 1800, à environ £1,000,000 c. en fin de période. Bien plus, le gouvernement militaire déborde directement et indirectement son rôle propre pour s'adonner à des activités à vocation nettement civile. Même si l'Angleterre en défraie le coût, il consomme et consume une somme considérable de biens et de services : d'où son impact décisif sur l'allocation des ressources et la distribution des revenus dans la colonie. En fait, il semble jouer un rôle beaucoup plus important que le pouvoir civil : au moins 80% des dépenses publiques dépendent de lui.

Il est possible de tracer à gros traits l'évolution du gouvernement civil entre 1794 et 1812 à partir de la structure de ses revenus et de ses dépenses. Les dépenses civiles ont plus que doublé au cours de ces années. De plus, on peut découper assez nettement cette période en trois segments correspondant à des plateaux différents des dépenses publiques. De 1794 à 1799, celles-ci dépassent légèrement les £25,000 c. ; de 1800 à 1806, elles se haussent aux environs de £40,000 pour dépasser finalement, entre 1807 et 1811, le cap des 50,000 livres. Or, ces sous-périodes correspondent assez bien à celles que nous avons taillées dans l'évolution du commerce international. Les pulsations des divers secteurs de l'économie semblent donc liées, ainsi qu'il fallait l'espérer. En ce qui a trait aux revenus bruts du gouvernement civil, ils ont plus que quintuplé de 1795 à 1812. La progression est ici un peu plus continue, encore que l'on ob-

serve des brisures de la tendance (à la hausse) en 1798 et en 1809.

Plus intéressant pour notre propos nous apparaît le mouvement du déficit du gouvernement civil. Il tend nettement à décroître tout au long de cette période jusqu'à se résorber entièrement et faire place à un surplus dans les dernières années. Transformation capitale pour l'étude des relations entre les niveaux de gouvernement dans le Bas-Canada, entre la colonie et sa métropole. En effet, on peut considérer ce déficit comme une mesure grossière de la dépendance de la législature locale vis-à-vis l'Exécutif et le gouvernement impérial, ou aussi comme la conséquence de politiques de dépenses publiques inadéquates.

En ce qui a trait aux dépenses, la très grande stabilité des divers postes n'est pas sans surprendre. Cette constatation nous a d'abord induits à conclure qu'il fallait chercher la cause de la réduction du déficit signalée plus haut, dans des politiques de dépenses publiques inadéquates. Au moment même où le commerce du bois s'élance et où il y a flambée d'activités ambiantes qui engendrent des pressions sur les équipements sociaux existants et réclament des améliorations, l'Etat paraît demeurer insensible. Cela ne signifie pas que ces travaux nécessaires ne s'effectuent pas du tout: par exemple, le gouvernement militaire a parfois décidé d'opérer sur le terrain du gouvernement civil. Mais il semble que ni la Chambre d'Assemblée ni l'Exécutif n'aient choisi, ou pu choisir, comme effort prioritaire, de faciliter la transformation de l'économie après la cassure de 1807.

Toute une gamme de facteurs se conjuguent en pratique pour freiner l'action du gouvernement civil et même militaire. D'une part, la compartimentation du gouvernement civil et l'aigreur des débats entre l'Assemblée et l'Exécutif autour du pouvoir ne sont pas faits pour affiner la sensibilité du gouvernement local aux besoins créés par les nouveaux commerces. Ensuite, au moment même où ces dépenses deviennent nécessaires, l'Angleterre, en guerre, devient consciente des coûts de l'Empire et exhorte l'Exécutif canadien à la parcimonie. En outre, on ne peut nier que les alignements ethniques aient contribué à ralentir certains ajustements perçus comme des redistributions vers des groupes anglophones par une Chambre d'Assemblée en majorité francophone ou vers des groupes francophones par un Exécutif majoritairement anglophone. Enfin, il demeure que la législature ne peut vraiment souffler finan-

cièrement qu'en 1811, lorsqu'elle apprend l'accumulation de surplus. Puis, c'est la guerre.

Malgré la remarquable stabilité du nombre absolu des pensions des Canadiens français entre 1794 et 1809, il se produit un commerce international, un changement important se produit indéniablement dans les structures de l'appareil gouvernemental, entre les années 1790 et la fin des années 1800. La lutte autour de la part aux places ou de la liste civile traduit bien un combat pour le pouvoir dans la colonie britannique. L'Exécutif, qui contrôle le patronage, injecte des biais très nets dans la répartition des emplois et des pensions, ainsi que dans le niveau même des salaires et des pensions.

Malgré la remarquable stabilité du nombre absolu des pensions des Canadiens français entre 1794 et 1809, il se produit un renversement radical de la situation en ce qui concerne les sommes départies aux deux groupes ethniques. En 1794-1795, les Canadiens français emportent les 5/6 de la somme totale; en 1809, ce sont les Canadiens anglais qui en engloutissent les trois quarts. Pour ce qui est de la masse salariale, les Canadiens français, qui pourtant constituent environ 90 % de la population bas-canadienne, en empochent seulement de 20 à 25 %. En sus de ce patronage de répartition (répartition inégale des emplois et des pensions en faveur de certains groupes ou régions), nous avons pu déceler la présence d'un patronage de rétribution (i.e. des niveaux de rémunération différents entre groupes et régions). Nous avons noté les écarts importants entre les niveaux de rétribution des francophones et des Canadiens anglais au cours de la période qui nous intéresse.²⁴ De fait, ce biais dans la répartition des emplois n'est pas un phénomène limité aux postes et emplois supérieurs: les Canadiens français sont en minorité dans toutes les catégories. Ces activités discriminatoires de l'Exécutif affectent non seulement les groupes ethniques, mais aussi les régions et les différentes classes sociales. Point question donc de parler d'un Etat neutre, puisqu'il distribue si ouvertement les faveurs.

Il existe des liaisons souterraines entre la modernisation de l'appareil politique qui est sous-jacent à tous ces débats autour de la part aux emplois, et la modernisation de l'économie. Si nous choisissons de ne pas les explorer plus avant pour le

²⁴ G. Paquet et J.-P. Wallot, "La liste civile du Bas-Canada (1794-1812): un essai d'économie historique", RHAF, 23 et 24 (septembre et décembre 1969; juin et décembre 1970).

moment, c'est qu'il nous faudra d'abord agréger les divers secteurs de notre univers économique avant de songer à déborder dans un système général qui englobe et une théorie du marché et une théorie de l'intérêt général.

Pour des raisons déjà évoquées, l'appareil gouvernemental civil, divisé et polyèdre, ne semble donc pas avoir joué un rôle déterminant dans ce processus de dynamisation par les nouveaux commerces que nous avons examinés plus haut. Cependant, ce délai dans la production de structures politiques qui accueillent et supportent les structures économiques nouvelles, est comblé en partie par les interventions discrétionnaires d'un gouvernement militaire plus souple et plus sensibilisé aux impératifs des nouveaux commerces. Bien que nous n'ayions pas encore mesuré exactement ces interventions du gouvernement militaire, elles paraissent importantes et opportunes.

VI. CONCLUSION

Au cours des trois dernières sections, nous avons saisi toutes les occasions de poser des jalons sur les relations intersectorielles explicitées par notre modèle. L'expérience canadienne, avons-nous dit, se définit par une ronde amorcée dans les années 1790-1810, mais qui devient effrénée avec la montée du commerce du bois après 1807. La restructuration du commerce extérieur injecte donc un déséquilibre dans une économie domestique qui devra se déstructurer et se restructurer autour des pôles de croissance nouveaux. Le processus de restructuration s'engage vite, mais se soldera par des réaménagements qui impliquent bien davantage que des changements de proportions. Des secteurs dépérissent et naissent; des régions prospèrent et stagnent; des groupes nouveaux émergent et d'autres continuent de prospérer, tandis que certains autres sont pris en souricière et doivent vite transformer leur genre de vie; des solutions institutionnelles nouvelles viennent enfin cristalliser ces nouveaux rapports et relations. Ce qui s'annonçait comme un simple mouvement quantitatif de certains secteurs, provoque des cassures dans les genres de vie et lance un procès de développement qui va porter l'économie canadienne jusqu'au milieu du XIX^e siècle. Face à cette dynamisation de l'économie canadienne à partir de l'extérieur pour ainsi dire, l'Etat joue un rôle dont nous connaissons encore mal le contour. Il semble cependant que l'Etat civil n'ait pas ébauché un mouvement d'appoint bien signifiant. Occupés de conflits internes, l'Assemblée et l'Exécutif se collètent pour le pouvoir, mais ne l'exercent pas.

L'Etat militaire s'implique davantage: son action semble importante, mais ses incidences précises restent à définir.

Pour traiter sérieusement de cette ronde, il nous faudrait reprendre, par le détail, ces relations asymétriques et bilatérales entre paires de secteurs et reconstruire un mécanisme global. Mais avant de pouvoir mettre au point un réseau complet de relations qui saisissent et les procès d'intercréation et la dynamique qui les habitent, il nous faudra pousser bien plus loin notre connaissance des forces en présence. Cependant, il nous a paru utile de lancer, à ce moment-ci, le débat en prospective. D'abord, nous proposerons quelques jalons utiles pour la systématisation des enclenchements et, ensuite, nous esquisserons en quelques paragraphes notre projet de simulation du système global.

Notre découpage de l'économie domestique selon les régions, les secteurs d'activité et les groupes sociaux, définit un cube social à travers lequel les effets de la restructuration du commerce extérieur se réverbèrent. Les points d'incidence et d'intervention de l'Etat ont été grossièrement identifiés. Ces liaisons semblent étayer notre hypothèse qui situe le Canada carrément dans son voisinage américain plutôt que d'insister sur les corrélations avec l'Europe. Pour nous, le coup d'envoi est déjà donné lorsque survient la guerre de 1812. Les effets d'entraînement du commerce du bois dominant la scène et nous appliquons au Canada des années 1790-1810 ce que North postule de la période correspondante aux Etats-Unis: "One would have to posit a tremendous decline in agricultural productivity to counteract the very substantial expansion in the international sector of the economy, and there is no evidence of such a decline."²⁵

Le jeu des interactions entre groupes, régions, secteurs d'activités et paliers du modèle, décalque l'histoire fort simple d'une économie qui démarre. Et puisque l'industrie motrice croît de façon exponentielle après 1815, puisque l'immigration vient encore grossir l'importance du marché local, puisque le capital, bien qu'encore rare, pénètre davantage et mieux dans le pays, nous avons conclu que l'hypothèse la plus satisfaisante, c'est que le sentier de développement du Canada a été plus près de celui des Etats-Unis que de tout autre pays. Pour fonder cette hypothèse, nous avons amalgamé, au cours des dernières sections, toute une série de facteurs qui conduisent à croire que les res-

²⁵ D. C. North, *The Economic Growth in the United States 1790-1860* (New York, 1961), 54.

structurations ont engendré une modernisation des structures canadiennes et qu'à partir de là, les mentalités et les institutions ont été qualitativement altérées. Cependant, nous voulons pousser plus loin que ce procédé artisanal d'agrégation de morceaux dans un système général.

Ce dont il est question, c'est de prendre l'économie et la société canadiennes de 1791 et d'en simuler la vie concrète jusqu'au milieu du XIX^e siècle.²⁶ Il s'agit d'un procédé qui abandonne l'agrégation des comportements particuliers et tente de rejoindre d'emblée le niveau du tout, puis de le faire résonner contre des expériences artificielles. Cela conduit à engendrer une image de la conduite générale du système.

Partant d'un objet concret, nous voudrions, en quelque sorte, composer un simulacre de cette réalité et l'utiliser comme instrument moins complexe mais mieux compris, pour explorer les diverses trajectoires plausibles d'un système complexe dont on connaît tout au plus certaines coordonnées dans l'espace-temps. Il s'agira donc d'user de cet instrument et pour interpoler et pour extrapoler. En effet, il devient alors possible de reconstruire la trajectoire la mieux ajustée d'un système entre deux moments connus, à partir de ses caractéristiques dans le premier temps et d'une série de valeurs-seuils définissant des restructurations significatives. D'autre part, on peut aussi poursuivre l'étude de l'évolution stochastique d'un système à l'intérieur de contraintes définies par certains paramètres du système social dont on sait qu'ils ont été invariants.

L'un des procédés les plus fascinants dans cet arsenal est sans contredit l'utilisation des modèles à deux aléas.²⁷ Ils per-

²⁶ Par simulation, il faut entendre un processus par lequel on construit une image du réel — un modèle — que l'on soumet à un mécanisme qui l'active et lui invente une série de situations artificielles qui nous renseignent sur les tendances et conduites du système complexe que l'on veut étudier. Avant que nous ne puissions simuler des systèmes historiques comme l'ingénieur d'aéronautique simule le comportement de son avion à l'aide d'un modèle miniature dans une soufflerie aérodynamique, il nous faudra cependant patienter un bon moment. En effet, pour pouvoir utiliser une telle approche, il faudra procéder comme le suggère Harling (J. Harling, "Simulation Technique in Operations Research", *Operations Research*, 6, 1958), en trois stades: 1) la consolidation des données brutes dans une forme appropriée; 2) la construction de modèles adéquats; 3) la mise au point de mécanismes de simulation qui soient utiles. Nous en sommes encore au premier stade, bien que l'utilisation de modèles à deux aléas puisse fort bien constituer un pas important vers la conquête de la seconde étape.

²⁷ D. Bachelet et G. Morlat, *Modèle à deux aléas: application aux consommations mensuelles d'électricité* (SEMA, 1965).

mettent en même temps de conserver le caractère stochastique du sentier de développement d'un système, tout en y surajoutant un aléa cumulatif qui, au moment dit, va pousser le développement au-delà de seuils critiques, et engendrer la discontinuité imprévisible que l'historien économiste cherche toujours à cerner. Cet apport nouveau dans le sentier de développement d'un système est ce qu'on a nommé, chez les économètres français, "la température" de la série.

Notre communication s'était donnée un double but : d'une part, cerner les phénomènes de restructuration qui ont caractérisé l'économie et la société canadiennes au tournant du XIX^e siècle, et montrer comment ces restructurations, depuis le commerce extérieur qui en constitue la voie d'accès jusque dans les divers segments de la société canadienne, ont engendré des mutations de structures et des phénomènes de modernisation ; d'autre part, poursuivre notre enquête qui, à partir des phénomènes économiques, veut rejoindre la société globale. Nous espérons avoir apporté un certain nombre d'éléments qui semblent étayer l'hypothèse d'une modernisation des structures canadiennes au tournant du XIX^e siècle, et avoir fait un pas en avant dans notre tentative de parvenir au global. Cependant, sur l'un et l'autre plan, notre mémoire prétend n'être rien d'autre qu'un propos d'étape.

Autres travaux utiles :

PAQUET, G., "Some Views on the Pattern of Canadian Economic Development", in T. N. Brewis *et al.*, *Growth and the Canadian Economy* (Toronto, 1968).

WALLOT, J.-P., "Le régime seigneurial et son abolition au Canada", *Canadian Historical Review* (décembre 1969).